Projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales, et modifiant le calendrier électoral

Adopté le 23 juillet 2014 à l'Assemblée nationale, voici les principales mesure du projet de loi :

L'article 1^{er} instaure une nouvelle carte des régions à compter du 1^{er} janvier 2016.

Nouvelles régions
Alsace-Champagne-Ardenne- Lorraine
Aquitaine -Limousin- Poitou-Charentes
Auvergne-Rhône-Alpes
Bourgogne-Franche-Comté
Bretagne
Centre
Ile-de-France
Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées
Nord-Pas-de-Calais- Picardie
Normandie
Pays de la Loire
Provence-Alpes-Côte-d'Azur

L'article 2, concerne les **modalités réglementaires de désignation du chef-lieu des régions** issues d'un regroupement de régions actuelles.

- Le chef-lieu est **fixé de façon provisoire par décret simple pris avant le 31 décembre 2015**, avant la création de ces régions, et après avis des actuels conseils régionaux devant avoir consulté le conseil économique, social et environnemental régional, ainsi les représentants des collectivités territoriales, des organismes consulaires et des organisations professionnelles représentatives. **L'ensemble de cette procédure est enserrée dans un délai de quatre mois à compter de la transmission du projet de décret** par le Gouvernement ; à défaut d'avis émis, celui-ci sera réputé favorable.
→ **Un amendement adopté en séance prévoit que les présidents des conseils économiques, sociaux et environnementaux des régions regroupées élaborent conjointement un rapport consultatif sur la localisation définitive du chef-lieu de**

chaque nouvelle région. Le rapport est communiqué aux présidents des conseils régionaux concernés avant le 31 mars 2015. Il fait l'objet d'un débat sans vote devant l'assemblée délibérante avant le 30 avril 2015.

- Il est ensuite prévu qu'un décret en Conseil d'État fixe le chef-lieu définitif **avant le 1^{er} juillet 2016**, après avis des conseils régionaux nouvellement élus.

L'article 3, permet, pendant une période limitée entre 2016 et 2019, une évolution volontaire du rattachement de départements contigus à une autre région.

→ Un amendement adopté en séance a également rétabli la possibilité pour des régions contiguës de demander leur fusion entre 2016 et 2019

L'article 7 garantit que chaque département disposera au minimum de deux conseillers régionaux par département.

L'article 9 fait suite à la décision n° 2013-667 DC du 16 mai 2013, par laquelle le Conseil constitutionnel a censuré les dispositions relatives au remplacement des conseillers départementaux, suite au recours CC des députés UMP.

L'article 10 du projet de loi adapte le droit en vigueur aux cas d'élections départementales partielles au scrutin uninominal. Ainsi, selon les cas, le juge de l'élection pourra être saisi de contentieux portant sur une élection au scrutin binominal ou au scrutin uninominal. **Il pourra donc prononcer l'annulation de deux sièges ou d'un seul siège**

L'article 12, organise le report des élections départementales et régionales en décembre 2015.

- Il fixe ainsi le prochain renouvellement général des conseillers départementaux à décembre 2015 et par conséquent la fin du mandat des conseillers généraux actuels également en **décembre 2015 au lieu de mars 2015.**
- Il fixe la date du prochain renouvellement des conseillers régionaux à décembre 2015 et par conséquent la fin du mandat des conseillers régionaux actuels au même moment.
- Il définit la **date de la première réunion des conseils régionaux élus en décembre 2015**

L'article 12 bis, issu d'un amendement adopté en séance, dans le but de renforcer les contre-pouvoirs au sein d'assemblées régionales agrandies et dotées de compétences élargies, prévoit de confier la présidence de la commission régionale en charge des finances et du contrôle budgétaire à l'opposition.